

Lounis AGGOUN

La Colonie française en Algérie
200 ANS D'INAVOUABLE

Rapines & Péculeats

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

Rapine : 1. Action de brigandage, de pillage accompagné de violences, notamment lors d'une guerre; comportement prédateur d'une nation à l'égard d'une autre.
2. Détournement de biens publics ou privés opéré par quelqu'un qui abuse de son pouvoir, de ses fonctions. Synonymes : concussion, exaction, malversation, prévarication.

Péculat : (droit romain, droit pénal). Soustraction ou détournement des fonds publics ou des biens de l'État par un dépositaire ou comptable public.

INTRODUCTION

L'Histoire de l'Algérie, entre silences et mensonges

Chaque année depuis 1962 est jalonnée de dates anniversaires : 8 mai 1945 et les massacres de Sétif, 1^{er} novembre 1954 et la Toussaint rouge, 19 mars et le cessez-le-feu, 17 octobre et les ratonnades de Papon, 5 juillet et l'Indépendance de l'Algérie, etc. Si l'on ajoute les occasions de visites officielles, les rencontres internationales, les matchs de football, les échos étouffés d'attentats, la sortie d'un film, la publication d'un ouvrage, d'un article, l'Algérie s'invite régulièrement dans les débats mettant dans l'embarras des animateurs incultes épaulés par des « experts » manipulateurs. Or, tout ce qui peut se dire sur l'Algérie est motif à dérapage. La moindre des vérités est dangereuse. L'histoire récente de ce pays, de ses relations avec la France, relève du mensonge permanent.

La guerre d'Algérie « n'en finit pas de finir ». « L'Algérie française » a enfanté la « Françalgérie », qui s'est muée en Algérie mondialisée où toutes les puissances prédatrices (notamment les États-Unis et la Chine) ont leur part, sauf le peuple. Tout change décennie après décennie, mais une réalité demeure intangible : la colonisation. Ce qui évolue d'époque en époque, c'est la composante humaine par laquelle celle-ci s'exprime. Partie en 1962, la France abandonne un pouvoir noyauté par les DAF,* des sous-officiers destinés à de belles carrières et missionnés pour être les garants des intérêts de la France dans une Algérie nouvellement indépendante. Ils ont peu à peu accaparé le pouvoir, pour en faire leur propriété privée à partir de 1992. Aujourd'hui, un demi-siècle après avoir officiellement recouvré leur liberté, les Algériens sont plus que jamais parias dans leur pays.

* Note de l'auteur : C'est par cet acronyme (de « déserteurs de l'armée française ») que sont désignés les officiers et sous-officiers algériens qui rejoignirent le FLN des frontières.

En France, la V^e République, c'est l'Algérie. Ce sont les «événements» qui portent de Gaulle au pouvoir, et lui permettent de rassembler les suffrages autour de sa Constitution ; c'est l'Algérie qui forge l'identité de la France après 1962, son élite politique et sa dissuasion nucléaire, marque d'une grande nation. Aucun homme de cette génération n'écrit ses Mémoires sans accorder une place primordiale à ce pays, pour le meilleur ou pour le pire. «Sans la guerre d'Algérie, il y avait là de quoi souder un club de copains ; avec la guerre d'Algérie, il y a de quoi mobiliser la couche sociale peut-être la plus significative de cette période d'explosion économique et de recomposition institutionnelle. De quoi baptiser une génération. Et de quoi créer, chez ses membres, le sentiment tacite mais très fort d'appartenir à un groupe solidaire. Jacques Julliard en témoigne. [...] "L'événement sera notre maître intérieur". [...] Il n'y a pas de génération politique de la guerre d'Indochine. [...] Mais il y aura une génération de la guerre d'Algérie»¹ note Michel Rocard.

Une expérience si intense, et à bien des égards traumatisante, forge des psychologies aux ressorts pervers. C'est là l'une des spécificités de la relation entre la France et l'Algérie aujourd'hui : elle est fondée sur le non-dit. «Les 132 ans de présence française restent en grande partie inexplorés». Nul avenir n'est envisageable s'il ne se fonde sur une réflexion franche, qu'il reste à mener. «L'Algérie française» cesserait, pensent certains, avec l'avènement d'une VI^e République, et le départ à la retraite de tous ceux qui, aujourd'hui, disposent d'un pouvoir, de toute la génération qui a éclo dans les années 1950. Cet espoir fait long feu, sous nos yeux.

Un demi-siècle d'occultations plus tard, longue période jalonnée tantôt de silences gênés et tantôt d'éclats de voix assourdissants, de collusions criminelles, de mensonges et de complicités affreuses, de mystères, de rumeurs érigées en système de communication, de pillages, de destructions et de trahisons, il ne se dit plus rien concernant l'Algérie qui ne provoque de levée de bouclier. Les acteurs les plus improbables, parmi ceux dont la vocation est d'éclairer, se soulèvent pour imposer silence à quiconque souhaite lever le voile sur les abominations à l'œuvre. L'Algérie, c'est l'exception en toute chose ; c'est le sujet par excellence où chacun (l'enquêteur, le policier, le journaliste, le juge, le politique, l'universitaire, l'analyste) abandonne l'éthique de sa profession pour devenir aveugle, sourd et muet, souvent incohérent, et parfois, pour mener des croisades morbides. Chacun apporte sa contribution à la montagne d'ignorance qui écrase les deux pays, puis déplore que nous ne comprenions rien à ce que tous s'échinent depuis si longtemps à rendre totalement opaque.

PARANOÏA OU RÉALITÉ ?

Un récent ouvrage affichant l'ambition de «dépoussiérer» l'histoire de la V^e République – qui se confond donc souvent avec celle de l'Algérie – n'a pas pu s'empêcher de conclure de façon sibylline, sur le chapitre de l'Indépendance aliénée : «Les conditions de ralliement parfois tardif [des DAF] au combat nationaliste sont encore aujourd'hui source de polémique dans un pays où la France reste volontiers tenue pour responsable de tout ce qui va mal. Le général de Gaulle, croit-on savoir à Alger, aurait encouragé ce phénomène de désertion dans le but de "franciser" de l'intérieur la future armée du pays indépendant. Rien dans les archives françaises ne corrobore toutefois cette assertion.»² Une affirmation lapidaire qui voue les Algériens à l'immaturité éternelle, et à subir les sarcasmes et la prétention des élites françaises, prolongement du racisme brutal que leur infligent leurs propres dirigeants.

Ne nous attardons pas sur le paternalisme suave et la vanité que dégage cette condamnation, ni sur son caractère définitif, suggérant que l'auteur a lu toutes les archives, tout compris, et rien découvert qui soit susceptible de donner corps à cette thèse; concentrons-nous pour l'étayer ou la réfuter, avec logique et raison, sur les faits objectifs et les déclarations incontestables des personnes concernées. La France a-t-elle tenté de noyauter les instances de l'Algérie indépendante pour préserver ses intérêts ? L'exercice n'est pas anodin car, ayant répondu à cette question, toutes les autres se clarifient comme par enchantement; et bien de ceux qui se présentent quotidiennement à nous, à la télévision, pleins d'assurance pour nous instruire, apparaîtront sous le visage hideux du propagandiste de systèmes politiques détestables.

Dans la première partie de cet ouvrage, nous verrons que l'idée d'un «phénomène de désertion dans le but de "franciser" de l'intérieur la future armée du pays indépendant» n'est en rien extravagante. Auparavant, commençons par nous poser la question inverse : la France aurait-elle abandonné un pays, sacrifié une frange importante de sa population, renoncé à son influence dans une région aussi stratégique que la Méditerranée et cette porte d'entrée sur le continent africain, sans tenter d'assurer ses arrières, de s'offrir quelques garanties – hors les accords d'Évian dans lesquels seul un politicien naïf pouvait avoir confiance ? Si tel était le cas, l'Algérie serait bien la seule ancienne colonie où de Gaulle n'aurait pas songé à préserver les intérêts de la France. Rappelons qu'au moment des faits, un million d'Européens y résident qui ont vocation et

légitimité à rester dans ce qui est leur pays. Scientifiques et militaires y mènent les expérimentations chimiques mais surtout nucléaires qui doteront la France de l'arme atomique de dissuasion à laquelle de Gaulle attache la plus grande importance. C'est là que viennent d'être découverts des gisements immenses de pétrole et de gaz qui permettent pour la première fois à la France de ne pas dépendre directement des approvisionnements étrangers. Raymond Aron, pourtant adepte précoce de l'Indépendance algérienne, résume ainsi la situation géopolitique : «La région où nous occupons une place importante, qui nous laisse la possibilité d'un rôle de puissance, est la Méditerranée et, en particulier, la Méditerranée occidentale. La seule part de l'empire français qui ajoute effectivement à nos ressources est l'Afrique du Nord», étant entendu «que la préservation de l'empire ne signifie en aucun cas le maintien pur et simple du régime colonial en vigueur aujourd'hui.»³ Et de Gaulle accepterait de céder ce joyau-là sans s'assurer que le pouvoir qui s'y installera sera acquis à une forme de coopération privilégiée avec la France ? Cela n'a strictement aucun sens !

Les déclarations du général sont de ce point de vue sans équivoque : cela se passe en 1958 lors de sa tournée en Afrique où il tente de rallier les dirigeants à son projet de «communauté franco-africaine». En Guinée où il rencontre une résistance, avec un Sékou Touré décidé à voter «non», de Gaulle réagit au quart de tour : «"Eh bien messieurs, voilà un homme avec lequel nous ne nous entendrons jamais. Allons, la chose est claire : nous partirons le 29 septembre au matin !" Abasourdi, le gouverneur a un geste, un mot peut-être. [...] "- Mais... les intérêts français en Guinée ? – Me direz-vous que la Guinée est indispensable à la France ? Non. Il y a des positions qui nous sont indispensables, des pays qui doivent rester unis à nous : l'Algérie, par exemple... Mais la Guinée ? Qu'elle choisisse, qu'elle prenne ses responsabilités..."» La Guinée hésite, puis Sékou Touré se ravise : «Le 24 septembre, le Président guinéen remit un message au général de Gaulle : la Guinée demandait à s'associer à la communauté. [...] M. Mauberna télégraphia sur-le-champ à Paris. La communication resta sans réponse. On ne "manque" pas au général de Gaulle.»⁴ D'autant que Jacques Foccart saura faire connaître à Sékou Touré ce qu'il en coûte de bafouer l'honneur du général.

DES IMAGES BROUILLÉES ET DES VOIX ÉTOUFFÉES

En 2010, le Festival de Cannes a donné lieu à la diffusion de deux films traitant de l'Algérie. Le premier, *Des Dieux et des hommes*, sur les moines de Tibhirine, prend bien soin de ne pas évoquer les circonstances de leur assassinat tragique en 1996. Quant au second, *Hors la loi*, qui évoque les événements de Sétif consécutifs à la manifestation du 8 mai 1945, il donne lieu (avant même sa projection) à une vive polémique : un député UMP organise une manifestation pour dénoncer un film « partial » tandis que l'auteur se confond en justifications alambiquées.

Notons d'abord que si le réalisateur de *Hors la loi* fait montre de « courage » à traiter un sujet délicat, après n'en avoir pas manqué à tourner *Indigènes*, l'on peut considérer qu'il prend peu de risques en se penchant sur des faits qui se sont déroulés il y a 65 ans, et que la polémique et les réactions indignées que suscite son film ne risquent pas de nuire à la réputation de son œuvre, bien au contraire. Mais ne désespérons de rien et attendons avec patience le jour où il fera montre du même engagement à l'égard de l'Histoire pour réaliser un film sur le massacre de Bentalha, par exemple. Et si la réaction excessive d'un député UMP peut prêter à ricanement, elle n'est pas tout à fait dénuée de fondement : un film financé par la France, pour le public français, ardemment soutenu par les généraux algériens, pour accabler une population (les Pieds-noirs) qui a déjà payé un lourd tribut, il y a de quoi s'agacer un peu. Face à un demi-siècle de déni de parole, de déni de débat, de déni de justice, il n'y a plus de raison possible, il n'y a plus de place que pour la révolte.

LE COUP D'ÉCLAT PERMANENT

Près de 22 ans avant ce coup de chaleur au festival de Cannes, en décembre 1988, un autre film sur l'Algérie, de Mohamed-Lakhdar Hamina, avait soulevé une polémique en tout point identique. « J'ai été saisi à plusieurs reprises de plaintes émanant d'associations de rapatriés, s'indignant de la façon dont a été diffusé, dans le corps enseignant, le dossier sur le film *La Dernière Image*, coproduit par TF1, avec la participation du ministère de la Culture. [...] Compte tenu du caractère passionnel que revêt ce sujet pour l'ensemble de la communauté rapatriée, [...] il conviendrait, si ces affirmations étaient vérifiées, que soit mis fin à de telles initiatives. Il m'apparaît fondamental de donner aux jeunes générations une image plus réelle de ce qu'a été, dans toute sa complexité, l'œuvre civilisatrice

de la France d'outre-mer.»⁵ Il s'agit-là d'un extrait d'une lettre d'André Santini à Hervé Bourges, alors P-DG de TF1. Ce dernier s'empresse de clore le sujet, quand il aurait dû au contraire l'ouvrir, en organisant par exemple un débat ouvert sur la chaîne qu'il dirige : «M. Lakhdar Hamina, répond-il, cinéaste algérien de renommée mondiale (Palme d'Or du festival de Cannes pour *Chronique des années de braise*)* et défenseur de la francophonie, a écrit et réalisé un film [...] à partir de ses propres souvenirs d'enfance. [...] Ce film, empreint d'humanisme et porteur de leçon antiraciste, a été présenté en compétition officielle au festival de Cannes en 1986 où il fut ovationné. [...] Les diverses pressions, dont votre ministère** est l'objet, m'amènent à rappeler que la France reste encore – heureusement – un pays de liberté et que la création artistique y est libre et indépendante, comme dans toute démocratie digne de ce nom. Le film [...] est la vision *personnelle* d'événements qui ont marqué la vie d'un *créateur*.» On ne peut imaginer réponse plus adaptée de la part de celui qui fut successivement haut fonctionnaire algérien sous Ben Bella et sous Boumediene.

Il n'est pas utile de s'appesantir sur la réalité de «la démocratie digne de ce nom» qu'est la France, mais simplement de noter que, même après tant d'années, les réactions n'ont pas évolué d'un iota : des rapatriés qui réagissent au quart de tour dès que l'on évoque un épisode douloureux de leur histoire, des «créateurs» qui se défendent en relativisant le caractère d'authenticité de leur travail, qu'ils qualifient de «fiction» – malgré sa vocation historique initiale –, les arbitres médiatiques s'empressant de manier l'étouffoir, (Bernard Kouchner, par exemple) assortis de commentaires défaitistes prédisant que tout cela prendra fin lorsque la génération de la guerre d'Algérie aura disparu ; l'oubli salutaire, l'espoir qu'en enterrant les acteurs, les plaies se cicatrisent, quand l'Histoire regorge des preuves du contraire, les nouvelles générations n'oubliant jamais les drames de leurs ancêtres, surtout quand ils furent occultés voire niés.

Ce débat avorté, qui laisse un goût d'inachevé, fait la part belle à l'idée folklorique d'une communauté de rapatriés faite d'exaltés revanchards, opposés à des artistes et des hommes de culture soucieux de vérité. Rarement, une voix raisonnable parvient à émerger du lot, comme lorsqu'Yves Reyre, un lecteur du *Monde*, répond à Mohamed-Lakhdar Hamina :

* Laquelle Palme d'Or a été accompagnée d'une autre polémique, et de rumeurs sur la façon dont elle aurait été décernée, sous la pression du pouvoir algérien.

** M. Santini était alors ministre de la Communication dans le gouvernement Chirac.

«Ton histoire se passe bien à M'Sila : L'Oasis, devenu Hôtel de France, est là, qui suffit. Oui, Azzi avait un cœur d'or et son enclume nous réveillait au chant du coq. [...] Oui, les gamins arabes se branlaient à la santé des "Françaises", les seules femmes qu'on voyait dans la rue. Non, gamins juifs et gamins arabes ne jouaient pas souvent ensemble. Non, il n'y avait pas d'école Chalon. Non, le directeur d'école (Perrot, pas Langlois), pas plus que sa femme, ne tenait pas de leçon raciste aux adjointes venues de métropole. Oui, pourtant, tout le monde était raciste : Chrétiens, Arabes, Juifs, comme les autres. Et ça n'empêchait ni la courtoisie ni les amitiés. Oui, les institutrices arrivaient par le car, comme ma mère 20 ans plus tôt. [...] Non, aucun Juif n'a été arrêté chez lui par une milice. Pas à M'Sila. [...] Quel dommage d'avoir prêté le merveilleux décor de notre enfance à une histoire qui n'a jamais eu lieu. Pis, qui s'en trouve historiquement invraisemblable ! Alors, t'en vouloir d'avoir usé du passé ? Non, sur le principe. Même aussi anachroniques, des réminiscences peuvent fabriquer de belles histoires... parfois. T'en vouloir de l'avoir distordu en anecdotes médisantes ? Peut-être as-tu été influencé par tes curieux producteurs ? Et puis, s'agissant de ceux qui t'ont quand même appris à lire, la médisance, ça rapporte pas mal de nos jours. D'avoir par contre utilisé notre chère M'Sila pour prêter vie à une telle décharge de haine, là, oui, je t'en veux. D'avoir défiguré le lieu et les temps magiques de notre enfance, oui, je t'en veux. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est, à travers ton fils, ressemblant et excellent acteur, d'avoir paru toi-même dans cette incroyable "évocation". Je me revois en effet par un frais matin de novembre, dans la cour d'école, à 8h05, au pied du drapeau. Et j'entends encore ta voix déclamer fortement : "Gloire à notre France éternelle, Gloire à ceux qui sont morts pour elle, ... aux martyrs, aux vaillants, aux forts..." Dans un concours public et loyal avec mon frère Gil, tu avais été choisi parce que tu semblais le plus enthousiaste. Tout change ! Sais-tu que Gil est mort, il y a 20 ans, loin, très loin de M'Sila ? Il n'avait pas changé.»⁶

Jamais dans la bouche d'un Algérien, artiste ou historien, la ville de M'Sila n'a connu plus bel hommage.

AU DÉBAT, CITOYENS !

La France et l'Algérie, grâce ou en dépit de leur histoire commune, ont tout pour constituer un couple d'union amicale, entretenant des rapports économiques sains, s'engageant dans une concorde sociale, culturelle, scientifique sans égale, l'une épaulant et complétant l'autre. Or, si tel était le rêve des architectes de l'Indépendance algérienne, des forces antagonistes ont vite imposé aux deux peuples d'amères désillusions. En revanche, des liens solides ont rapidement été tissés entre des groupements d'intérêts détestables au sein des deux États, mettant en jeu des processus qui ont anéanti les espoirs de millions d'hommes.

Nous documenterons largement cette triste réalité dans cet ouvrage. Mais nous ne pouvons engager ce travail sans rappeler l'évidence : ces collusions criminelles sont le fait de minorités agissantes, au pouvoir. Les peuples, quant à eux, malgré des heurts épisodiques aspirent à une meilleure concorde.*

Ce seul sujet mérite des ouvrages entiers, encore à écrire, et les deux pays une épopée humaine, nouvelle et positive, à inventer. Aujourd'hui, Sarkozy et Bouteflika président aux destinées des deux nations... Si chacun des protagonistes a ses raisons, que la raison ignore, le destin de ces deux peuples s'érige sur un monument de mensonges. La plus petite vérité devient alors partielle. Que faire dans ces conditions ? Cesser d'évoquer le passé, et mille autres sujets qui constituent l'édifice secret sur lequel reposent les relations entre la France et l'Algérie ? Cinquante, soixante ans après les faits, à quels reniements les deux pays ont-ils dû consentir pour que les nerfs soient à ce point à fleur de peau ? Qui est responsable des silences interminables qui succèdent aux crimes ? À qui la faute ? Si vous le demandez à un responsable algérien, il n'aura aucune difficulté à vous convaincre de son innocence : « Il n'est pas rare de voir tel ou tel ministre présenté comme moderniste, modéré et partisan du dialogue, invité à l'ambassade de France dans un cadre informel, se mettre à critiquer le régime comme s'il n'en était pas partie prenante, confiant qu'il est impuissant, qu'il ne sait rien et que ce sont les militaires qui gouvernent »,⁷ confiera désabusée Lucile Schmid, diplomate française spécialiste de l'Algérie.

Si l'on décidait un jour tous ensemble de chercher à établir la vérité, en se donnant pour seules entraves la déontologie, la rigueur de raisonnement, le respect des faits, des chronologies, la morale, toutes choses auxquelles les intellectuels médiatiques ont tourné les dos, des montagnes s'effondreraient.

* Éric Cantona, invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFM-TV le 9 décembre 2009, dit cette fraternité qui existe parmi « le peuple » et que les élites dévoyées spolient via un débat sur « l'identité nationale » qui cache mal une islamophobie galopante. De Gaulle, à qui certains prêtent des penchants racistes pour justifier sa volonté de quitter l'Algérie, était parfaitement conscient de cette âme généreuse des peuples algériens et français et distingue ce qui relève de l'État et ce qui reste l'apanage des peuples : « Les Arabes ne peuvent pas faire autrement que d'exhaler leur xénophobie ? Mais si vous parcourez toute l'Algérie, vous n'aurez que des politesses et des amabilités. » Dans *C'était de Gaulle, tome 2*, d'Alain Peyrefitte, (De Fallois-Fayard, 1994), p.446.

Mais l'histoire est écrite par les vainqueurs. De même que ce sont les vainqueurs qui incarnent la loi, la justice, le droit, et qui définissent le Bien. Au moment où la France de Nicolas Sarkozy tente de réhabiliter son passé et d'imposer à l'inconscient collectif l'idée que la colonisation française a eu un «rôle positif», l'Algérie de Bouteflika soutient un projet de loi qui la «criminalise». Cinquante ans après son «abolition», on ne peut imaginer positions plus inconciliables, plus diamétralement opposées.

200 ans d'histoire commune, et presque tout reste à dire. En décidant d'envahir l'Algérie, La France a-t-elle apporté les Lumières ou l'incendie? La colonisation a-t-elle eu caractère positif ou génocidaire, de Gaulle a-t-il offert l'Indépendance ou bien a-t-il plongé le pays dans un piège dont celui-ci n'arrive pas à sortir? Ben Bella a-t-il été le premier Président d'une Algérie indépendante ou l'agent de la France, missionné par de Gaulle pour préserver les intérêts de son pays? Boumediene est-il mort naturellement ou bien l'a-t-on aidé? Le pouvoir qui s'installe après sa mort sous la «couverture» de Chadli est-il souverain ou constitué d'un clan d'agents français? Lors de l'assassinat d'Ali Mécili, par la Sécurité Militaire algérienne sur le sol français, la France a-t-elle simplement couvert le crime a posteriori ou bien a-t-elle été impliquée directement dans l'exécution? Quel rôle la France a-t-elle joué lors de la «sale guerre» de la décennie 1990? Voilà quelques-uns des mille dossiers sur lesquels la vérité est occultée, constituant un substrat de mensonge qui nourrit les spoliations les plus grandioses. Ce sont quelques-unes des questions que soulève cet ouvrage et qui dévoilent de sombres aspects de cette relation entre les deux pays. Elle ne saurait se résumer, comme le font malgré tout tant de personnalités médiatiques dans leur insondable médiocrité, en un seul mot : passion.

Les réactions récentes de deux intellectuels de premier rang, spécialistes incontestés du sujet, sont aussi éloquentes que fascinantes. Dans «C Dans l'air», sur France 5, mercredi 26 mai 2010, Benjamin Stora avoue son découragement face à l'inefficacité du travail des historiens. Un demi-siècle de travail patient qui vole en éclats du fait d'une déclaration, de la sortie d'un film. «On démarre au quart de tour pour un oui ou pour un non», déplore-t-il, «les nerfs sont toujours à vif, les blessures encore ouvertes». De son côté, Mohammed Harbi rappelle que le pouvoir algérien, qui réclame aujourd'hui les archives, s'était empressé de mettre sous scellés (pour les soustraire aux regards des historiens), celles qu'il avait obtenues de la France en 1984. «La

priorité est d'établir la vérité historique. C'est le rôle des historiens. On ne peut rien construire sur l'oubli. On se doit de dépouiller les relations entre les deux pays des interprétations nationalistes chauvines et ne pas craindre la vérité, si cruelle fut-elle. »⁸

Si les historiens en arrivent ainsi à baisser les bras, le mal doit vraiment être profond. Sans doute est-il nécessaire que les intellectuels, tout comme les politiques, les associations, et toute personne de bonne volonté, inventent de nouvelles grilles de lecture. C'est dans cet esprit qu'a été conçu cet ouvrage : ne pas craindre la réalité, mais au contraire, s'y confronter.